

PESSAC

Coeur Bersol

Bat A

33610 PESSAC

30 avenue Gustave Eiffel

Tél :

Mél : eitan.pornin2@bureauveritas.com

N° affaire : 24719226_1-9HEX40H

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé**Opération :****Opération : 33_ST GENES LOMBAUD_B.COMMUN.**

210 ROUTE DE L ECOLE

33670 ST GENES DE LOMBAUD


Destinataire :

COMMUNE DE SAINT GENES DE

1 ROUTE DE CREON

33670 ST GENES DE LOMBAUD

Plan Général de Coordination**P.G.C.****Opération de catégorie : 2**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
18/03/2025	Rev0	PGC PHASE PRO	Eïtan PORNIN
21/03/2025	Rev1	MAJ PGC PHASE PRO	Eïtan PORNIN
21/03/2025	Rev2	MAJ PGC PHASE PRO	Eïtan PORNIN
26/03/2025	Rev3	MAJ PGC PHASE PRO	Eïtan PORNIN 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre de lots	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	7
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	9
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.4.2. Transmission du PGC	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant	9
2.5. Intérimaires	10
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1	10
2.8. Protections individuelles	10
2.9. Modalité d'accueil des salariés	10
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	12
3.2.1. Clôture et portail	12
3.2.2. Accès	12
3.2.3. Circulations	12
3.2.4. Signalisation	13
3.2.5. Stationnements	14
3.2.6. Stockage	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	14
3.2.8. Cantonnements et entretien	14
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	15
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	15
3.3.2. Plan d'installation de chantier	15
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	16
4. MESURES DE COORDINATION SPS	17
4.1. Définition des séquences d'interventions	17
4.2. Analyse de risques	22
4.3. Co-activités et protections collectives	40
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	40
4.3.2. Déplacement de protection collective	41
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	42
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	42
4.4. Equipement de levage	42
4.4.1. Autorisation de survol	42
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	42
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	42

4.5.1. Approvisionnements et stockage	42
4.5.2. Travaux superposés	43
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	43
4.5.4. Protection contre le bruit	43
4.5.5. Protection contre l'incendie	43
4.5.6. Travaux en hauteur	43
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	44
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	44
4.6. Moyens communs	45
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	45
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	45
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	45
4.6.4. Protection des accès – Auvents	45
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	45
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	46
5.1. Stockages sur le chantier	46
5.2. Nettoyage	46
5.3. Enlèvement des déchets	46
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	46
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	47
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	47
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	48
6.1. Déclarations particulières	48
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	49
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	49
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	49
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu	49
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	50
6.7. Cas particulier	50
7. ORGANISATION DES SECOURS	51
7.1. Téléphone de secours	51
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	51
7.3. Travail isolé	51
7.4. Procédure d'organisation des secours	51
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	51
7.6. Point de rencontre secours	51
7.7. Modèle de fiche de secours	52
ANNEXES AU P.G.C.	53

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- de la visite préalable sur site
- des documents fournis par la MOE

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

L'opération consiste en la rénovation thermique et/ou restructuration des bâtiments communaux (Mairie/Ecole/Salle d'Activités) de la commune de ST GENES DE LOMBAUD.

L'opération se déroulera pendant les vacances scolaires principalement, selon planning MOE, jusqu'à la fin de l'été 2024 : fin des travaux printemps 2025 (avec arrêt de chantier entre les vacances de la Toussaint et les vacances de février).

Grande vigilance: le travail le dimanche est assujettie à dérogation par la préfecture de la Gironde. Sans cela, les entreprises ne pourront pas intervenir sur le chantier le dimanche.

Le chantier devra toujours être tenu clos et indépendant, en tout temps.

Le chantier devra être mis en sécurité lors des périodes de non activité dues à la présence de public dans l'établissement scolaire à proximité directe.

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Type de marchés : public

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 11 juin 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 9

Phasage des travaux: Selon planning MOE et durant les vacances scolaires.

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : Le chantier est divisé en 11 Lots, répartis :

LOT 00 / GENERALITES

LOT 01 / TERRASSEMENT-VRD / DEMOLITION / GROS OEUVRE /
PIERRE DE TAILLE / ENDUIT

LOT 02 / CHARPENTE / COUVERTURE / ZINGUERIE / TRAITEMENT DES

BOIS
 LOT 03 / MENUISERIES EXTERIEURES
 LOT 04 / PLATRERIE
 LOT 05 / PEINTURE / SOL SOUPLE / FAIENCE / ACOUSTIQUE
 LOT 06 / MENUISERIES INTERIEURES / AGENCEMENT
 LOT 07 / PLOMBERIE / CVC
 LOT 08 / ELECTRICITE

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : Chantier de niveau 2.

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	COMMUNE DE SAINT GENES DE	1 ROUTE DE CREON 33670 ST GENES DE LOMBAUD	mairie@saint-genes-de-lombaud.fr	
DREETS	DDETS 33 - Sud Est - UC3	26 rue des Maraîchers – CS 32060 33088 BORDEAUX Cedex	ddets-uc3@girond.gouv.fr	Contact
CARSAT	CARSAT AQUITAINE	80, AVENUE DE LA JALERE 33053 BORDEAUX CEDEX	prevdir@carsat-aquitaine.fr	Accueil
OPPBTP	OPPBTP AQUITAINE	IMMEUBLE « LES BUREAU DU TESTA » BATIMENT C.4.4 – 1 ER ETAGE 9, RUE RAYMOND MANAUD 33524 BRUGES CEDEX	aquitaine@oppbtp.fr	Accueil

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

En cas de démarrage d'une entreprise sans Inspection Commune Préalable et sans remise du PPSPS (obligations réglementaires avant toute intervention sur un site de construction), les dispositions prévues dans les pièces marchés seront applicables

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

L'accès se fait par le domaine public -> accès à créer.

Les AOT (autorisation d'occupation temporaire du domaine public) devront être réalisées 1 mois avant la date de mise en place, précisées avec un plan des dispositions prévues, afin de garantir la sécurité de l'ensemble des usagers et public à proximité direct, à la commune et MOE, information à transmettre au CSPS.

La zone de chantier ne devra pas empiéter sur des emprises non prévues, non autorisées par la commune.

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Le périmètre du chantier devra être totalement clôturé.

Un portail d'accès devra être condamnable.

Les clôtures devront être jointives (pas de claires-voies), résistantes et d'une hauteur de plus de 2m afin d'éviter tout risque d'intrusion (par enfoncement ou par escalade, notamment par des enfants).

Les mesures d'organisation générale de chantier indiquent notamment que les clôtures, portails, signalisation sont réalisées et gérées jusqu'à la fin du chantier par le lot GO.

Fermeture permanente du chantier : le chantier sera fermé et « physiquement » interdit au public, même pendant les heures de travail. Le chantier devra être totalement fermé tous les soirs et les week-ends.

3.2.2. Accès

L'accès se fait par le portail de l'école.

Dès que nécessaire, un homme trafic assurera les manoeuvres d'entrée et de sortie de site.

3.2.3. Circulations

Circulations horizontales :

Les voies d'accès sont nettoyées aussi souvent que nécessaire.

Les cheminements piétons sont séparés des voies de circulation des engin, sont identifiés et protégés (protection lourde + signalétique).

Circulations horizontales:

le lot Gros OEuvre devra, au plus tôt et pour l'intervention des autres lots, une plate-forme en périphérie du bâtiment, plane, propre et compactée devant la mise en place du matériel d'élévation du personnel ou échafaudage.

Des moyens d'accès permettant la connexion entre la partie haute et la partie basse du chantier par les différents lots (GO, Façade, Menuiserie Ext, Serrurerie, Charpente...) seront mis en place au plus tôt et maintenu aussi longtemps que nécessaire (lot GO et Charpente).

Des garde-corps fixes et conforme aux exigences réglementaires sont mis en place afin d'assurer la protection contre le risque de chute entre la "partie haute et la partie basse" du chantier.

Le Lot Gros Oeuvre mettra en place à l'intérieur des bâtiments tous les moyens d'accès sécurisés (type escalier avec rampe, fixés en tête et en pied, ainsi que les protections collectives au droit de chaque zone générant un risque de chute de hauteur (réservation des menuiseries extérieures, trémies,...). Ces dernières seront posées de manière à permettre l'intervention des entreprises tiers (Serrurerie et/ou Plâtrerie) sans avoir à les déposer ou les modifier.

Le Lot Gros Oeuvre doit la mise en place de panneaux avertisseurs de type « zone chantier » + « limitation de vitesse 30km/h » en amont et en aval de la salle d'activité sur la D121.

Le Lot Gros Oeuvre doit les clôtures de chantier type HERAS en périphérie des échafaudages, côté vignes.

3.2.4. Signalisation

Le lot GO mettra en place et entretiendra une signalisation de chantier

Le lot Gros OEuvre mettra en place et entretiendra une signalisation de chantier, tant celle nécessaire à la sécurité, que celle permettant de repérer les accès au chantier.

Elle installera également, au niveau de chaque accès, les divers panneaux réglementaires (port du casque obligatoire, chantier interdit au public, port des chaussures de sécurité obligatoire, .).

Signalisation interne

Sur l'ensemble des zones de circulation du chantier et intersections, l'entreprise générale mettra en place une signalisation en fonction des dangers rencontrés :

- Intersection avec voirie locale,
- Intersection avec voie résidentielle
- Chantiers ponctuels ou dangers isolés,
- Réseaux aériens ou souterrains,
- Fouille,
- Etc.

Le Lot Gros Oeuvre doit la mise en place de panneaux avertisseurs de type « zone chantier » + « limitation de vitesse 30km/h » en amont et en aval de la salle d'activité sur la D121.

Cette signalisation devra être conforme à la signalisation routière, et sera modifiée aussi souvent que nécessaire en fonction de l'avancement du chantier.

Il se chargera également de maintenir en bon état et de nettoyer cette signalisation, ainsi que celle retenue avec les services gestionnaires.

Consignes générales de circulation VEHICULES ET ENGINS DE CHANTIER ; Les obligations :

- Respecter les prescriptions du code de la route,
- Priorité absolue aux véhicules de secours,
- N'accepter de conduire un engin qu'avec une habilitation correspondante,
- Vitesse : au pas au droit de la zone de chantier,
- Guider les véhicules pour les manoeuvres en marche arrière. Les interdictions

- Interdiction de reculer en bord de fouille et crête de talus s'il n'y a ni cordon, ni signaleur,
- Interdiction de stationner sur les voies circulées

Équipement des engins

Tous les camions affectés au transport des matériaux devront être équipés de feux et d'avertisseur sonore de recul.

3.2.5. Stationnements

Le PIC fait apparaître les zones de stationnements accessibles au personnel du chantier. La position du parking doit permettre d'accéder aux installations de chantier sans être exposé aux activités du chantier.

3.2.6. Stockage

Les zones de stockage sont identifiées sur le Plan d'Installation de Chantier . Ces zones sont balisées et identifiées au sol pour chaque entreprise.

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respecteront les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionnera dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joindra les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage devra être reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses seront définis par l'entrepreneur après concertation avec le maître d'ouvrage et le coordonnateur sécurité ou seront imposés par ces derniers.

Le stockage et l'utilisation des substances explosives sur le chantier, à quelque fin que ce soit, sont interdits.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Ceci comprend la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation qui devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment les articles R.4215-3 à R.4215-17 du code du travail et de la Norme NFC 15100.

3.2.8. Cantonnements et entretien

Des sanitaires seront mis à disposition par la MOA

WC Homme mis à disposition par la MO pouvant faire office de vestiaires > ménage et entretien au lot GO
Le lot Gros a à sa charge la fourniture de casier

WC femme mis à disposition par la MO pouvant faire office de vestiaires > ménage au lot GO
Le lot Gros a à sa charge la fourniture de casier

Le LOT GO mettra en place :

1 bungalow réfectoire

Salle de réunion :

Mise a disposition MO soit dans l'école soit dans la salle du conseil => a définir

La base vie sera équipée a minima :

Vestiaires :

- aérés, éclairés et chauffés pendant la saison froide. Prévoir des sèches bottes pour les saisons humides.
- nettoyés une fois par jour

- ne doivent pas servir à stocker des matériaux et du matériel dangereux ou salissant
- dotés, en nombre suffisant, de sièges et armoires
- vestiaires doubles Sols et parois facilement nettoyables
- Connectés à l'espace sanitaire (douche, WC)
- Isolés des locaux de travail et de stockage, mais à proximité du passage des travailleurs

Toilettes (si besoin en supplément des sanitaires à disposition sur site) :

Fermées, aérées, éclairées, chauffées pendant les saisons froides

Munies de papier hygiénique nettoyées une fois par jour Un WC et un urinoir pour 20 salariés Deux cabinets pour 20 femmes

Eau :

Un lavabo pour 10 salariés, avec moyens de nettoyage et séchage ou essuyage

La communication entre vestiaires et lavabos doit être directe

La température des lavabos doit être réglable

Au moins un point d'eau doit être disponible dans un WC

Un vestiaire et un sanitaire féminin clairement identifié à cet usage et séparés du vestiaire et du sanitaire homme doivent être prévus pour le personnel féminin présent sur le chantier, conformément aux dispositions du Code du Travail.

Réfectoire :

Aéré, éclairé et climatisé

Chaises et tables en nombre suffisant, recouvertes d'un matériau imperméable

Un appareil pour chauffer les repas et un garde-manger

Parois et sols facilement nettoyables

Un point d'eau potable (chaud et froid) pour 10 salariés

Mise à disposition de 3 litres d'eau potable par jour et par salarié

Un moyen de conservation ou un réfrigérateur

Douche :

Obligatoires dans le cas de travaux insalubres, salissants ou exposés à un risque chimique, avec un sol et des parois facilement nettoyables, quelle que soit la durée du chantier

Salle de réunion :

Adaptée au nombre d'entreprise

Climatisée

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Les voies d'accès sont nettoyées aussi souvent que nécessaire ou sur demande de la Maîtrise d'Ouvrage, de la Maîtrise d'Oeuvre ou du CSPS

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Lot GO** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

Le Plan d'Installation de chantier fait apparaître :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.
- de l'emplacement des points d'eau

Un PIC Dynamique simplifié permettant l'organisation journalière des espaces de travail est mis à disposition des entreprises. Ce PIC permettra la gestion des besoins en stockage de chaque entreprise à l'occasion des réunions de chantier hebdomadaire.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Lot GO** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Lot GO	Lot GO	Durée du chantier
Accès	Lot GO	Lot GO	Durée du chantier
Circulations	Lot GO	Lot GO	Durée du chantier
Signalisation	Lot GO	Lot GO	Durée du chantier
Stationnement	Lot GO	Lot GO	Durée du chantier
Stockage	Chaque lot, stockage à baliser	Chaque lot, stockage à baliser	Durée du chantier
Réseaux provisoires de chantier	Lot GO	Lot GO	Durée du chantier
Coffret électrique général	Lot Electricité	Lot Electricité	Durée du chantier
Coffret divisionnaire et éclairage	Lot Electricité	Lot Electricité	Durée du chantier
Cantonnement	Lot GO	Lot GO	Durée du chantier
Infirmierie de chantier	Sans objet - Effectifs <200 personnes		
Nettoyage hors cantonnement	TCE	TCE	Durée du chantier
PIC	Lot GO	Lot GO	Durée du chantier
Protections collectives	Lot GO et Charpente	Lot GO et Charpente	Durée du chantier
Accès hauteur communs	Lot GO et Charpente	Lot GO et Charpente	Durée du chantier
Déchets - Gravats	TCE	Lot GO	Durée du chantier
Réseaux fluides provisoires, point d'eau	Lot plomberie	Lot plomberie	Durée du chantier

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 TCE		TERRASSEM ENT - VRD - DEMOLITION - GROS OEUVRE - PIERRE DE TAILLE - ENDUITS	Rupture, effondrement Engins et matériels Environnement naturel Hautes Fréquences Collision, heurt Collision, heurt Environnement naturel Environnement naturel Déplacement de plain-pied Engins et matériels Engins et matériels Rupture, effondrement Réseaux Déplacement de plain-pied Contact électrique direct ou indirect Collision, heurt Contact électrique direct ou indirect	. . "Prévention et réduction de la production des déchets, Tri, valorisation et traitement des déchets, Limitation des nuisances de chantier vis-à-vis des riverains" Faire apparaître au PIC les zones de non évolution des engins par rapport à la ligne haute tension. Maintien des gabarits tout au long du chantier et jusqu'à la réalisation des enrobés. Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre les parties mobiles des pelles et le personnel d'exécution à pied MISE EN PLACE DES MOYENS ADEQUATES POUR SEPARER LES DIFFERENT FLUX (PERSONNEL AU SOL / ENGINS). ENGINS Mise en place de "chargés de circulation" équipé d'un gilet réfléchissante pour gérer le trafic. Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier Respecter la charte chantier vert de l'Opération . Se reporter à l'analyse de risque correspondante. DICT . DICT à faire

© Bureau Veritas Construction - Toute reproduction interdite – janv. 2018

3 TRAVAUX INTERIEURS		PLATRERIE	Déplacement de plain-pied Travail en hauteur Stabilité, renversement Chute d'objets, éclats	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. . Interdiction d'accès dans les zones balisées.
		PEINTURE - SOL SOUPLE - FAIENCE - ACOUSTIQUE	Déplacement de plain-pied Stabilité, renversement Produits dangereux Chute d'objets, éclats	Nettoyage du poste de travail et organisation du stockage. . Interdiction de circuler sous une charge ou en dehors des cheminements sécurisés.
		PEINTURE - SOL SOUPLE - FAIENCE - ACOUSTIQUE	Déplacement de plain-pied Inhalation poussières	. .
		MENUISERIES INTERIEURES AGENCEMENT	Inhalation poussières Déplacement de plain-pied	. .
		PEINTURE - SOL SOUPLE - FAIENCE - ACOUSTIQUE	Chute d'objets, éclats Stabilité, renversement Déplacement de plain-pied Produits dangereux	Interdiction de circuler sous une charge ou en dehors des cheminements sécurisés. . Nettoyage du poste de travail et organisation du stockage. .
4 LOTS TECHNIQUES		PLOMBERIE CVC	Chute et heurt avec charge en mouvement Inflammation, explosion Stabilité, renversement Chute d'objets, éclats Déplacement de plain-pied Contact électrique direct ou indirect Contraintes météorologiques
		ELECTRICITE	Déplacement de plain-pied Chute d'objets, éclats Contact électrique direct ou indirect Travail en hauteur Contact électrique direct ou indirect

				.
--	--	--	--	---

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - TCE

TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Protections collectives : Les protections collectives seront posées à l'avancement par le lot gros œuvre. Les entreprises devront respecter les protections collectives en places En aucun cas les protections collectives ne devront être déposées. Dans le cas de dépose pour une opération d'approvisionnement ou de travaux, l'entreprise devra mettre en place la sécurité adéquate à son travail. Après intervention l'entreprise devra remettre la protection collective d'origine Cela ne désengage pas l'entreprise pour la mise en place de protection pour la réalisation de ses travaux. Les protections collectives sont à privilégiés par rapport aux protections individuelles Dans le cas de carence, le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre ou le CSPS fera la demande au lot gros œuvre pour la remise en place de la protection collective au frais de l'entreprise défaillante ou au compte inter entreprise si on ne l'a connaît pas</p> <p>Nettoyage de chantier : Le lot gros œuvre mettra en place des bennes de chantier pour l'ensemble des corps d'états Les entreprises ont à leur charge le nettoyage de leur poste de travail Dans le cas de carence, le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre ou le CSPS fera la demande au lot gros œuvre de réaliser le nettoyage au frais de l'entreprise défaillante ou au compte inter entreprise si on ne l'a connaît pas</p> <p>Engins de chantier et nacelle : Les zones d'interventions devront être balisées. Les manœuvres devront se faire par guidage et personne au sol. Les engins devront être à jour de leurs vérifications périodiques. Habilitation CACES. Autorisation de conduite délivrée par l'employeur devra être à jour</p> <p>Rappel ouverture de fouilles ou de tranchées : . Respect des dispositions du 08 01 65, largeur => au 2/3 de la hauteur et hauteur > 1,30m = blindage des fouilles,</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>. Mise en place d'échelle de hauteur suffisante pour accès et évacuation rapide du fond de fouille ;</p> <p>. Protections collectives de fouilles et tranchées,</p> <p>. Aménagement sécurisés des cheminements piétons en contournement du chantier et fléchages,</p> <p>. Pas de survol par engins de terrassement, d'équipes au travail, de cheminement piétons ou de voies circulées,</p> <p>. Distance de sécurité vis-à-vis des intervenants et du public pour engins et camions de chantier ;</p> <p>. Chef de manœuvre pour tout mouvement de matériel sur ou hors emprise chantier ;</p> <p>. Port des EPI et baudriers rétro-réfléchissants.</p> <p>Grue à tour/grue mobile : Dans le cas de besoins de la grue à tour par une entreprise pour le approvisionnement, un protocole d'accord devra être fait avec le lot gros œuvre. Plan d'adéquation et de levage associé à tenir à disposition sur le chantier. Elingues/appareils de levage : Doivent être à jour des contrôles réglementaire. Personnel formé à l'élingage.</p> <p>Travaux superposés et Co activité : Le travail superposé est interdit. La Co activité devra être restreinte Les taches devront être planifiées en réunion de chantier</p> <p>Echelle et escabeaux : Le travail à l'échelle et escabeau est interdit. Le travail à l'escabeau est toléré seulement dans les pièces exiguës. Les entreprises devront mettre à disposition de leurs salariés les moyens nécessaires pour travailler en sécurité (échafaudage de pied ou roulant ou plateforme individuelle de travail) Le personnel devra avoir suivi une formation au montage des échafaudages Les échelles ne doivent servir qu'à un moyen d'accès avec l'échelle dépassant de 1m par rapport à la rive et fixée en tête</p> <p>PPSPS : Les entreprises devront transmettre au CSPS leur PPSPS Le PPSPS des entreprises devront être en permanence sur le chantier</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Risque électrisation : Le personnel devra être habilité aux travaux électriques Port des EPI réglementaire Utilisation d'outils isolant</p> <p>Travaux par point chaud : Les entreprises devront approvisionner sur le poste de travail un extincteur à jour de ses vérifications périodiques</p>	

TERRASSEMENT - VRD - DEMOLITION - GROS OEUVRE - PIERRE DE TAILLE - ENDUITS

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Rupture, effondrement	Blinder si nécessaire (fouilles en tranchée de plus 1,30m et de largeur égale ou inférieure au 2/3 de la profondeur). Se conformer aux préconisations du géotechnicien. Tenir compte des surcharges et des ébranlements dus à la présence de bâtiments mitoyens ou à la circulations des véhicules sur les voies se trouvant à proximité des tranchées, afin de déterminer l'inclinaison du talutage et la nature du blindage à mettre en place.. Surveillance permanente des travaux.	.
Engins et matériels	Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées : - du guidage des véhicules et des engins,- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation. La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement. De plus, chaque conducteur devra être en possession d'une « Autorisation de conduite » appropriée à la catégorie de l'engin qu'il conduit, établie et délivrée par son chef d'établissement. D'autre part, un exemplaire des rapports de vérifications réglementaires que doivent subir les engins amenés à manutentionner devra être tenu à disposition sur le site par les entreprises utilisatrices. Toutes les zones de travaux et aires d'évolution de ces engins devront être délimitées par la mise en place de clôtures amovibles installées sur des plots en béton par les entreprises utilisatrices des engins. Chaque entreprise devra mettre en place une signalisation indiquant l'interdiction faite aux tiers de pénétrer dans les zones de travaux. Tous les engins ainsi que les véhicules de livraison et d'évacuation devront être équipés d'un signal sonore de recul.	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Environnement naturel	Bac de rétention sous les cuves hydrocarbures Nettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation.	Bac de rétention sous les cuves hydrocarbures Nettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation.
Hautes Fréquences	Avant tout intervention d'engins de terrassement sur le terrain, des portiques gabarits seront implantés sous la ligne haute tension et de part et d'autre de celle ci pour interdire toute intrusion dans la circonférence de sécurité.	.
Collision, heurt	Toute disposition devra être prise pour limiter les risques induits par la coactivité et notamment : Les engins de transports de terrassements seront munis d'un système sonore de recul. Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre les parties mobiles des pelles et le personnel d'exécution à pied (Port du gilet de haute visibilité)	.
Collision, heurt	MISE EN PLACE DES MOYENS ADEQUATES POUR SEPARER LES DIFFERENT FLUX (PERSONNEL AU SOL / ENGINS). ENGINS Mise en place de "chargés de circulation" équipé d'un gilet réfléchissant pour gérer le trafic. Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier	RESPECTER LES MOYENS MIS EN PLACE
Environnement naturel	Respecter la charte chantier vert de l'Opération :- La prévention et réduction de la production des déchets,- Le tri, la valorisation et le traitement des déchets,- Le respect du SOGED (schéma d'organisation et de gestion des déchets),- Limitation des nuisances de chantier vis-à-vis des riverains,- Limitation des risques de santé des ouvriers,- Limiter les pollutions lors du chantier. Bac de rétention sous les cuves hydrocarbures Nettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation	Respecter la charte chantier vert de l'Opération Bac de rétention sous les cuves hydrocarbures Nettoyage des engins sur les aires aménagées à cet effet avec fosse de décantation.
Environnement naturel	drainage des voiries provisoires	port du gilet fluo
Déplacement de plain-pied	Création de cheminements piétons stabilisés, selon plan de circulation préalablement soumis. Ces cheminements seront matérialisés (GBA lestées, barrières type TP, filets orange sur supports verticaux avec protections en tête).Création de rampe d'accès ou mise en place d'emmanchements provisoires pour accéder à la plateforme.	Emprunter les circulations piétonnes définies.
Engins et matériels	Terrassements généraux. Ceux ci seront réalisés en tenant compte du talutage demandé dans le rapport d'étude de sol. Celui ci n'étant pas joint au dossier, un talutage de 1 pour 1 sera réalisé. Les terres	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	excédentaires seront évacuées au fur et à mesure pour laisser les espaces de stockages suffisant. La plate forme du bâtiment devra tenir compte de la circulation des engins de chantier autour du projet et donc déborder de la surface bâtiment.	
Engins et matériels	Bip de recul Gyrophare sur engin Planification des travaux Nettoyage des zones Zone de lavage des toupies	.
Rupture, effondrement	Talutage au-delà de 1,30 m de profondeur (ou blindage) Talus à 1/1 ou 1/3 maximum après validation du maître d'œuvre. Implantations des chemins de circulations et pistes suffisamment distant des talus d'excavation. Passerelle sur tranchée	.
Réseaux	DICT	.
Déplacement de plain-pied	Nettoyage quotidien des zones de travail, de circulation et de stockage. Mise en place de passerelle sécurisée. Balisage en retrait des fouilles (1 m minimum).	.
Contact électrique direct ou indirect	Aucune intervention de terrassement ne peut avoir lieu avant retours et analyse des DICT réalisation de sondages de reconnaissance des réseaux	.
Collision, heurt	Laisser les voies d'accès libres, baliser les fouilles et les cheminements piétons. Engins équipés d'un avertisseur de recul sonore et lumineux. Les camions seront guidés par une homme trafic pour les marches arrières. Les rampes d'accès au fond de fouilles seront d'une largeur suffisante pour dissocier le cheminement piéton des flux des engins de chantier.	Port du gilet réfléchissant Respecter les cheminement balisés
Contact électrique direct ou indirect	Aucune intervention de terrassement ne peut avoir lieu avant retours et analyse des DICT réalisation de sondages de reconnaissance des réseaux	

Séquence : 2 - CLOS COUVERT

TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Protections collectives : Les protections collectives seront posées à l'avancement par le lot gros œuvre et charpente. Les entreprises devront respecter les protections collectives en places En aucun cas les protections collectives ne devront être déposées. Dans le cas de	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>dépose pour une opération d'approvisionnement ou de travaux, l'entreprise devra mettre en place la sécurité adéquate à son travail. Après intervention l'entreprise devra remettre la protection collective d'origine</p> <p>Cela ne désengage pas l'entreprise pour la mise en place de protection pour la réalisation de ses travaux. Les protections collectives sont à privilégier par rapport aux protections individuelles</p> <p>Dans le cas de carence, le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre ou le CSPS fera la demande au lot gros œuvre pour la remise en place de la protection collective au frais de l'entreprise défaillante ou au compte inter entreprise si on ne l'a connaît pas</p> <p>Nettoyage de chantier : Chaque entreprise est responsable de l'évacuation de ses déchets. Les entreprises ont à leur charge le nettoyage de leur poste de travail Dans le cas de carence, le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre ou le CSPS fera la demande au lot gros œuvre de réaliser le nettoyage au frais de l'entreprise défaillante ou au compte inter entreprise si on ne la connaît pas</p> <p>Engins de chantier et nacelle : Les zones d'interventions devront être balisées. Les manœuvres devront se faire par guidage et personne au sol. Les engins devront être à jour de leurs vérifications périodiques. Habilitation CACES. Autorisation de conduite délivrée par l'employeur devra être à jour</p> <p>Rappel ouverture de fouilles ou de tranchées : . Respect des dispositions du 08 01 65, largeur => au 2/3 de la hauteur et hauteur > 1,30m = blindage des fouilles, . Mise en place d'échelle de hauteur suffisante pour accès et évacuation rapide du fond de fouille ; . Protections collectives de fouilles et tranchées, . Aménagement sécurisés des cheminements piétons en contournement du chantier et fléchages, . Pas de survol par engins de terrassement, d'équipes au travail, de cheminement piétons ou de voies circulées, . Distance de sécurité vis-à-vis des</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>intervenants et du public pour engins et camions de chantier ; . Chef de manœuvre pour tout mouvement de matériel sur ou hors emprise chantier ; . Port des EPI et baudriers rétro-réfléchissants.</p> <p>Moyens de levage : Un protocole d'accord devra être fait avec le lot gros œuvre. Elingues/appareils de levage : Doivent être à jour des contrôles réglementaire. Personnel formé à l'élingage.</p> <p>Travaux superposés et Co activité : Le travail superposé est interdit. La Co activité devra être restreinte Les tâches devront être planifiées en réunion de chantier</p> <p>Echelle et escabeaux : Le travail à l'échelle et escabeau est interdit. Le travail à l'escabeau est toléré seulement dans les pièces exigües. Les entreprises devront mettre à disposition de leurs salariés les moyens nécessaires pour travailler en sécurité (échafaudage de pied ou roulant ou plateforme individuelle de travail) Le personnel devra avoir suivi une formation au montage des échafaudages Les échelles ne doivent servir qu'à un moyen d'accès avec l'échelle dépassant de 1m par rapport à la rive et fixée en tête</p> <p>PPSPS : Les entreprises devront transmettre au CSPS leur PPSPS Le PPSPS des entreprises devront être en permanence sur le chantier</p> <p>Risque électrisation : Le personnel devra être habilité aux travaux électriques Port des EPI réglementaire Utilisation d'outils isolant</p> <p>Travaux par point chaud : Les entreprises devront approvisionner sur le poste de travail un extincteur à jour de ses vérifications périodiques</p>	

TERRASSEMENT - VRD - DEMOLITION - GROS OEUVRE - PIERRE DE TAILLE - ENDUITS

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	Séparation physique des accès piétons et engins. Stabilité de la zone d'évolution des engins (piste en dur). Nettoyage journalier des routes aux abords du chantier. Mise en place de toutes signalisations extérieures (Abord du bâtiment) et intérieures aux bâtiments, y compris accès public et chantier. Travaux en façade : Compactage et stabilité du sol à assurer préalablement aux travaux sur 3 m de large en périphérie du bâtiment pour sécuriser les interventions à l'aide d'échafaudage ou de nacelle.	Obtenir et respecter le plan de circulation. PV du sol à obtenir.
Chute et heurt avec charge en mouvement	Aucun survol de charge au dessus des zones en travaux	.
Contact électrique direct ou indirect	Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.	.
Contraintes météorologiques	Prendre connaissance des conditions météorologiques pour utilisation en sécurité de l'appareil de levage. Survol de charge interdit au dessus des compagnons.	.
Rupture, effondrement	Prévenir les risques d'ensevelissement par blindage ou talutage. Ne pas intervenir au fond de fouille si les parois sont verticales. Cheminements piétons délimités par balisage ou protections collectives.	Respect du phasage organisationnel
Rupture, effondrement	Effondrement d'ouvrages en construction ou en stockage : Définir des zones et des périodes d'interdiction d'accès et informations des autres corps d'état (balisage ou barrière) Les étalements et les coffrages des planchers et des poutres doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, des filets ou tout autre type de protections collectives dans toutes les phases provisoires des travaux. Afin de prévenir le risque d'effondrement des pignons maçonnés, l'entreprise mettra en œuvre un système de contreventement, qui puisse rester en place tant que la charpente n'aura pas été assemblée et qui soit compatible avec le phasage de montage de la charpente c'est-à-dire qui n'entraîne pas de gêne pour mettre en place les fermettes. Mise en place à l'avancement des protections collectives, clôtures, tunnels, passages piétons, préalablement à tous travaux. Ces protections permettront aux autres corps d'état d'intervenir en sécurité.	Interdiction de travail sous les zones de coulage sans autorisation du GO. Interdiction de démontage de protections collectives sans accord du titulaire.
Multi danger	Protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement)	.
Multi danger	Les risques liés aux venues d'eau auront été au préalable appréhendés par l'entreprise de terrassement et s'il y a lieu, les matériels d'épuisement mis en place. En cas de	Ne pas franchir les dispositifs de délimitation mis en place, sans autorisation préalable du titulaire du lot.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	présence d'eau polluée, l'entreprise titulaire concernée fera réaliser une analyse, les résultats au jour du sondage seront transmis au MOA, au MOE et au CSPS.	
Déplacement de plain-pied	Platelage pour circulation sur zone ferrailage. Mise en place de passerelle d'accès stable et sécurisée. (passerelle de franchissement de fouille, accès en fond de fouille) Circulations dégagées.	.
Engins et matériels	Bip de recul Gyrophare sur engin Planification des travaux Nettoyage des zones	Port de gilet fluo
Travail en hauteur	Maintenir les échafaudages en conformité lors des approvisionnements et des différentes phases de travail.	.
Chute d'objets, éclats	Plinthes sur plancher . Nettoyage en pied de façade à l'avancement. Mise en place de tunnel aux entrées de bâtiment.	.
Stabilité, renversement	Donner les moyens de levage et de manutention au maître d'œuvre pour qu'il définisse la nature de la plateforme.	Maîtrise d'œuvre : Plate-forme stable et dégagée en périphérie des bâtiments
Rupture, effondrement	Echafaudage adapté au stockage des matériaux (pierre, brique, gâche à mortier...)	Si échafaudage commun, définition par chacun des charges maxi apportées.
Engins et matériels	Approvisionnement : Aire de stockage à définir avec le Maître d'Œuvre à l'avancement du chantier. Respect des voies de circulation du chantier	.
Manutention manuelle	Etude et mise en œuvre d'éléments préfabriqués en vue de simplifier la tâche et de diminuer les risques. Lors de la préfabrication des éléments (compris pièces en béton cellulaire), incorporation des douilles et ancrages.	.
Contact électrique direct ou indirect	Aucune intervention de terrassement ne peut avoir lieu avant retours et analyse des DICT réalisation de sondages de reconnaissance des réseaux	

CHARPENTE - COUVERTURE - ZINGUERIE - TRAITEMENT DES BOIS

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Bactéries, virus, parasites	Port des protections respiratoires	Port des protections respiratoires
Chute d'objets, éclats	Matériaux stockés en toiture palettisés et attachés pour ne pas s'envoler Maintien des protections collectives en toiture mises en place par lors de la pose de la charpente.	.
Travaux à point chaud	Extincteur au poste de travail	.

MENUISERIES EXTERIEURES

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguage des charges par personnel formé. Interdire les zones de levage	GO : Organiser le désétalement avant intervention du lot menuiserie extérieure.
Stabilité, renversement	Demande d'une aire de stockage à la maîtrise d'œuvre	.
Chute d'objets, éclats	Balisage sous les zones de montage en pied de façade	Respect du balisage
Travail en hauteur	Respect des protections collectives ou mise en place d'une protection au moins équivalente.	GO : mettre des protections collectives ne gênant pas l'installation des menuiseries extérieures
Engins et matériels	Organiser une réunion de coordination avec le GO pour les approvisionnements. Ou : Mise en place de recettes par le GO, approvisionnements à la grue. Voir planning	Mise en place de recettes
Contact électrique direct ou indirect	S'assurer que les coffrets électriques provisoire en place répondent aux normes électriques l'installateur devant fournir des attestations de conformité conformément au Décret de 88 relatif à la protection des travailleurs.	.
Contact électrique direct ou indirect	Vérification de la protection en tête 30 MA. Outillages, rallonges conformes aux normes avec vérifications périodiques et inférieures à 25m.	.

CHARPENTE - COUVERTURE - ZINGUERIE - TRAITEMENT DES BOIS

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Pose protection en périphérie contre les chutes de hauteur Condamner par un balisage l'accès sous l'élément en cours de pose.	Coordination avec le Maître d'œuvre et le lot Gros œuvre pour modifier provisoirement les cheminements piétons

CHARPENTE - COUVERTURE - ZINGUERIE - TRAITEMENT DES BOIS

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Stabilité, renversement	Etalement provisoire des éléments en cours de pose. Stockage : voir avec le GO pour les charges admissibles sur plancher.	.
Contraintes météorologiques	Pas de travaux par grand vent (au-delà de 70 km/h)	.
Collision, heurt	Chef de manœuvre pour guider le grutier	.
Chute d'objets, éclats	Balisage des zones de levage Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges Respect des protections collectives Port du casque obligatoire	Respect des balisages Port de casque
Engins et matériels	Fournir un plan de grutage	Pas de travail sous les zones de levages et de montage.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travaux à point chaud	Extincteur au poste de travail	.
Travail en hauteur	Montage des charpentes au sol Privilégier les protections collectives	Respect des balisages Port de casque
Engins et matériels	Privilégier le recours à la grue afin de limiter le nombre d'équipement de levage. Mutualisation des équipements de levage avec les autres corps d'états dans le cadre d'une convention d'utilisation	.
Chute et heurt avec charge en mouvement	Grue mobile en adéquation avec les charges levée, équipée d'un anémomètre. neutralisation des zones de levage Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges Arrêt des travaux si le vent dépasse les limites constructeur (grue et nacelle automotrice). Si invisibilité le chef de manoeuvre sera en communication radio permanent avec le grutier	Respecter le balisage en place. Ne pas travailler ni circuler dans la zone de danger.
Contraintes météorologiques	Arrêt des travaux en cas de conditions météorologiques défavorables. Ne pas circuler sur les bacs en cas de pluie.	Consultation du bulletin météo
Rupture, effondrement	Coordination avec le charpentier ou le GO : Toutes précautions seront prises lors du stockage du matériel sur la couverture (Prise au vent, surcharges, répartitions correctes, etc...) Passerelle en périphérie : Coordination avec le GO pour le positionnement des points d'ancrage. Ou : échafaudage commun	Si échafaudage commun, définition par chacun des besoins, planning, charge, accessibilité...
Engins et matériels	Approvisionnement : Aire de stockage à définir avec le Maître d'Œuvre à l'avancement du chantier. Respect des voies de circulation du chantier	.
Stabilité, renversement	Donner les moyens de levage et de manutention au maître d'œuvre pour qu'il définisse la nature de la plateforme.	Maîtrise d'œuvre : Plate-forme stable et dégagée en périphérie des bâtiments
Travail en hauteur	Maintenir les échafaudages en conformité lors des approvisionnements et des différentes phases de travail.	.
Chute d'objets, éclats	Plinthes sur plancher . Nettoyage en pied de façade à l'avancement. Mise en place de tunnel aux entrées de bâtiment.	.
Rupture, effondrement	Echafaudage adapté au stockage des matériaux	Si échafaudage commun, définition par chacun des charges maxi apportées.

TERRASSEMENT - VRD - DEMOLITION - GROS OEUVRE - PIERRE DE TAILLE - ENDUITS

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	Approvisionnement : Aire de stockage à définir avec le Maître d'Œuvre à l'avancement du chantier.	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Respect des voies de circulation du chantier	
Stabilité, renversement	Donner les moyens de levage et de manutention au maître d'œuvre pour qu'il définisse la nature de la plateforme.	Maîtrise d'œuvre : Plate-forme stable et dégagée en périphérie des bâtiments
Travail en hauteur	Maintenir les échafaudages en conformité lors des approvisionnements et des différentes phases de travail.	.
Chute d'objets, éclats	Plinthes sur plancher . Nettoyage en pied de façade à l'avancement. Mise en place de tunnel aux entrées de bâtiment.	.
Rupture, effondrement	Echafaudage adapté au stockage des matériaux (pierre, brique, gâche à mortier...)	Si échafaudage commun, définition par chacun des charges maxi apportées.

Séquence : 3 - TRAVAUX INTERIEURS

TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Protections collectives : Les protections collectives seront posées à l'avancement par le lot gros œuvre. Les entreprises devront respecter les protections collectives en places En aucun cas les protections collectives ne devront être déposées. Dans le cas de dépose pour une opération d'approvisionnement ou de travaux, l'entreprise devra mettre en place la sécurité adéquate à son travail. Après intervention l'entreprise devra remettre la protection collective d'origine Cela ne désengage pas l'entreprise pour la mise en place de protection pour la réalisation de ses travaux. Les protections collectives sont à privilégiés par rapport aux protections individuelles Dans le cas de carence, le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre ou le CSPS fera la demande au lot gros œuvre pour la remise en place de la protection collective au frais de l'entreprise défaillante ou au compte inter entreprise si on ne l'a connaît pas</p> <p>Nettoyage de chantier : Le lot gros œuvre mettra en place des bennes de chantier pour l'ensemble des corps d'états Les entreprises ont à leur charge le nettoyage de leur poste de travail Dans le cas de carence, le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre ou le CSPS fera la demande au lot gros œuvre de réaliser le</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>nettoyage au frais de l'entreprise défaillante ou au compte inter entreprise si on ne l'a connaît pas</p> <p>Engins de chantier et nacelle : Les zones d'interventions devront être balisées. Les manœuvres devront se faire par guidage et personne au sol. Les engins devront être à jour de leurs vérifications périodiques. Habilitation CACES. Autorisation de conduite délivrée par l'employeur devra être à jour</p> <p>Rappel ouverture de fouilles ou de tranchées : . Respect des dispositions du 08 01 65, largeur => au 2/3 de la hauteur et hauteur > 1,30m = blindage des fouilles, . Mise en place d'échelle de hauteur suffisante pour accès et évacuation rapide du fond de fouille ; . Protections collectives de fouilles et tranchées, . Aménagement sécurisés des cheminements piétons en contournement du chantier et fléchages, . Pas de survol par engins de terrassement, d'équipes au travail, de cheminement piétons ou de voies circulées, . Distance de sécurité vis-à-vis des intervenants et du public pour engins et camions de chantier ; . Chef de manœuvre pour tout mouvement de matériel sur ou hors emprise chantier ; . Port des EPI et baudriers rétro-réfléchissants.</p> <p>Grue à tour/grue mobile : Dans le cas de besoins de la grue à tour par une entreprise pour le approvisionnement, un protocole d'accord devra être fait avec le lot gros œuvre. Plan d'adéquation et de levage associé à tenir à disposition sur le chantier. Elingues/appareils de levage : Doivent être à jour des contrôles réglementaire. Personnel formé à l'élingage.</p> <p>Travaux superposés et Co activité : Le travail superposé est interdit. La Co activité devra être restreinte Les taches devront être planifiées en réunion de chantier</p> <p>Echelle et escabeaux : Le travail à l'échelle et escabeau est interdit.</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Le travail à l'escabeau est toléré seulement dans les pièces exigües. Les entreprises devront mettre à disposition de leurs salariés les moyens nécessaires pour travailler en sécurité (échafaudage de pied ou roulant ou plateforme individuelle de travail)</p> <p>Le personnel devra avoir suivi une formation au montage des échafaudages</p> <p>Les échelles ne doivent servir qu'à un moyen d'accès avec l'échelle dépassant de 1m par rapport à la rive et fixée en tête</p> <p>PPSPS : Les entreprises devront transmettre au CSPS leur PPSPS Le PPSPS des entreprises devront être en permanence sur le chantier</p> <p>Risque électrisation : Le personnel devra être habilité aux travaux électriques Port des EPI réglementaire Utilisation d'outils isolant</p> <p>Travaux par point chaud : Les entreprises devront approvisionner sur le poste de travail un extincteur à jour de ses vérifications périodiques</p>	

PLATRIERIE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Travail en hauteur	Si escalier posé ultérieurement : Lot GO, Les trémies d'escalier sont protégées horizontalement par un système laissant un passage. Cette protection est démontable, pour permettre les approvisionnements à l'étage. Cette installation est faite de façon à ce que le doublage puisse être posé sans démontage.	.
Stabilité, renversement	Planification des approvisionnements : Utilisation des recettes du GO. Définition avec la maîtrise d'œuvre des zones de stockage par niveau.	.
Chute d'objets, éclats	Carottage et percement : Interdire l'accès derrière ou sous la zone de carottage ou du percement. Mise en place d'un système de récupération des gravats	Respect des balisages.

PEINTURE - SOL SOUPLE - FAIENCE - ACOUSTIQUE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées.	Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées.
Stabilité, renversement	Planification des approvisionnements : Utilisation des recettes du GO. Définition avec la maîtrise d'œuvre des zones de stockage par niveau.	.
Produits dangereux	En cas d'emploi de produits solvants, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées. Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits à base de solvant.	.
Chute d'objets, éclats	Gestion des déchets de découpe : évacuation à l'avancement avec goulotte ou dans des seaux suivant quantités	Interdiction de circuler sous une charge ou en dehors des cheminements sécurisés.

PEINTURE - SOL SOUPLE - FAIENCE - ACOUSTIQUE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement	Pas de travaux en coactivité. Pas de stockage dans les circulations.
Inhalation poussières	Le ponçage fin des supports s'effectuera au moyen de ponceuses équipées d'un système d'aspiration à la source.	.

MENUISERIES INTERIEURES AGENCEMENT

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inhalation poussières	Les travaux générateurs de poussières du type détalonnage de portes ou autres rabotages pour des réglages de menuiseries devront avoir lieu si possible en dehors d'une zone fermée. Dans le cas contraire, la zone devra être correctement ventilée.	.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.

PEINTURE - SOL SOUPLE - FAIENCE - ACOUSTIQUE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Gestion des déchets de découpe : évacuation à l'avancement avec goulotte ou dans des seaux suivant quantités	Interdiction de circuler sous une charge ou en dehors des cheminements sécurisés.
Stabilité, renversement	Planification des approvisionnements : Utilisation des recettes du GO. Définition avec la maîtrise d'œuvre des zones de stockage par niveau.	.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. Stockage dans les zones dédiées.	Ne pas encombrer les circulations Nettoyage du poste de travail à l'avancement Stockage dans les zones dédiées.
Produits dangereux	En cas d'emploi de produits solvantés, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées. Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits à base de solvant.	.

Séquence : 4 - LOTS TECHNIQUES

TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Protections collectives : Les protections collectives seront posées à l'avancement par le lot gros œuvre. Les entreprises devront respecter les protections collectives en places En aucun cas les protections collectives ne devront être déposées. Dans le cas de dépose pour une opération d'approvisionnement ou de travaux, l'entreprise devra mettre en place la sécurité adéquate à son travail. Après intervention l'entreprise devra remettre la protection collective d'origine Cela ne désengage pas l'entreprise pour la mise en place de protection pour la réalisation de ses travaux. Les protections collectives sont à privilégiés par rapport aux protections individuelles Dans le cas de carence, le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre ou le CSPS fera la demande au lot gros œuvre pour la remise en place de la protection collective au frais de l'entreprise défaillante ou au compte inter entreprise si on ne l'a connaît pas	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Nettoyage de chantier : Le lot gros œuvre mettra en place des bennes de chantier pour l'ensemble des corps d'états Les entreprises ont à leur charge le nettoyage de leur poste de travail Dans le cas de carence, le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre ou le CSPS fera la demande au lot gros œuvre de réaliser le nettoyage au frais de l'entreprise défaillante ou au compte inter entreprise si on ne l'a connaît pas</p> <p>Engins de chantier et nacelle : Les zones d'interventions devront être balisées. Les manœuvres devront se faire par guidage et personne au sol. Les engins devront être à jour de leurs vérifications périodiques. Habilitation CACES. Autorisation de conduite délivrée par l'employeur devra être à jour</p> <p>Rappel ouverture de fouilles ou de tranchées : . Respect des dispositions du 08 01 65, largeur => au 2/3 de la hauteur et hauteur > 1,30m = blindage des fouilles, . Mise en place d'échelle de hauteur suffisante pour accès et évacuation rapide du fond de fouille ; . Protections collectives de fouilles et tranchées, . Aménagement sécurisés des cheminements piétons en contournement du chantier et fléchages, . Pas de survol par engins de terrassement, d'équipes au travail, de cheminement piétons ou de voies circulées, . Distance de sécurité vis-à-vis des intervenants et du public pour engins et camions de chantier ; . Chef de manœuvre pour tout mouvement de matériel sur ou hors emprise chantier ; . Port des EPI et baudriers rétro-réfléchissants.</p> <p>Grue à tour/grue mobile : Dans le cas de besoins de la grue à tour par une entreprise pour le approvisionnement, un protocole d'accord devra être fait avec le lot gros œuvre. Plan d'adéquation et de levage associé à tenir à disposition sur le chantier. Elingues/appareux de levage : Doivent être à jour des contrôles réglementaire. Personnel formé à l'élingage.</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Travaux superposés et Co activité : Le travail superposé est interdit. La Co activité devra être restreinte Les tâches devront être planifiées en réunion de chantier</p> <p>Echelle et escabeaux : Le travail à l'échelle et escabeau est interdit. Le travail à l'escabeau est toléré seulement dans les pièces exigües. Les entreprises devront mettre à disposition de leurs salariés les moyens nécessaires pour travailler en sécurité (échafaudage de pied ou roulant ou plateforme individuelle de travail) Le personnel devra avoir suivi une formation au montage des échafaudages Les échelles ne doivent servir qu'à un moyen d'accès avec l'échelle dépassant de 1m par rapport à la rive et fixée en tête</p> <p>PPSPS : Les entreprises devront transmettre au CSPS leur PPSPS Le PPSPS des entreprises devront être en permanence sur le chantier</p> <p>Risque électrisation : Le personnel devra être habilité aux travaux électriques Port des EPI réglementaire Utilisation d'outils isolant</p> <p>Travaux par point chaud : Les entreprises devront approvisionner sur le poste de travail un extincteur à jour de ses vérifications périodiques</p>	

PLOMBERIE CVC

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute et heurt avec charge en mouvement	Aucun survol de charge au dessus des zones en travaux	.
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail	.
Stabilité, renversement	Organisation à mettre en place par l'entreprise et à soumettre à la maîtrise d'œuvre	.
Chute d'objets, éclats	Carottage : assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage	.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.	.
Contraintes météorologiques	Prendre connaissance des conditions météorologiques pour utilisation en sécurité de l'appareil de levage. Survol de charge interdit au dessus des compagnons.	.

ELECTRICITE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Chute d'objets, éclats	Carottage : assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage	Tâche carottage : Assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage. Nettoyage des gravats
Contact électrique direct ou indirect	Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier	Respect du balisage et neutralisation Interdiction d'intervenir dans les coffrets si pas habilité
Travail en hauteur	Balisage des zones de travail	.
Contact électrique direct ou indirect	Aucun travail sous réseau sous tension Personnel formé aux travaux électrique Habilitation électrique en cours de validité	.

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que :
 - l'entreprise de Gros Oeuvre soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives à l'intérieur du bâtiment et au niveau de toutes les ouvertures (fenêtres, porte-fenêtres,...) et des toitures terrasse, planchers,.... Les garde-corps devront être complets : lisse, sous-lisse, plinthes.
 - L'entreprise titulaire du lot couverture soit chargée de la fourniture et de la mise en place des protections collectives au niveau des toitures tuiles

!/ Il est impératif que les garde-corps choisis permettent la réalisation des activités des autres corps d'état sans nécessiter leur dépose. Ainsi, pour exemple :

- les garde-corps en protection des réservations des menuiseries extérieures devront permettre la pose des châssis et des parties vitrées, mais également la pose des garde-corps définitifs
- Les garde-corps au niveau des toitures tuiles, devront rester en place pour permettre toutes interventions nécessaires pour les lots techniques.
- Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, l'entreprise peut passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise en charge de leur mise en place

- Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place. Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

Fortes chaleurs :

Il appartient aux entreprises de définir dans l'analyse de risque de leur PPSPS les dispositions applicables en cas d'exposition à des fortes chaleurs.

Cette analyse devra donc définir l'organisation mise en place afin d'organiser des pauses fraîcheurs régulières au cours de la journée de travail.

Il convient que des bungalows climatisés soient accessibles au personnel pour réaliser ces pauses.

Par ailleurs et afin de limiter les effets néfastes de la chaleur sur l'organisme, il convient de respecter et faire respecter certains principes :

- s'hydrater régulièrement et en quantité,
- augmenter la fréquence des pauses,
- créer des postes de travail ombragés, notamment pour ceux étant fixes,
- aménager les horaires de travail en concentrant les tâches au moment de la journée où la température est la moins élevée, éventuellement en reportant les tâches trop exposées ou en envisageant une rotation avec des postes moins exposés.

Ces principes doivent s'accompagner de dispositifs complémentaires à définir par l'analyse de risque des entreprises (port de vêtement clair, mise à disposition de protège-nuque ou de coiffe rafraîchissante intégrable dans le casque de chantier,...)

Lorsque l'état d'ALERTE ORANGE ou ROUGE CANICULE est décrété en préfecture, les horaires devront être adaptés pour les postes de travail exposés.

Les entreprises préciseront à la MOA, la MOE et au CSPS l'organisation mise en place pour ces périodes.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de manquement d'une entreprise à ses obligations en matière de sécurité, la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'oeuvre (sur demande ou non du CSPS) ont la possibilité de faire appel aux services d'une entreprise tiers, au frais de l'entreprise en défaut. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de manquement d'une entreprise à ses obligations en matière de sécurité, la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'oeuvre (sur demande ou non du CSPS) ont la possibilité de faire appel aux services d'une entreprise tiers, au frais de l'entreprise en défaut. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Sans objet

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

LOT CHARPENTE :

Fourniture et mise en œuvres échafaudages conformes.

- compris passage bureau de contrôle pour conformité.
- compris convention de partage pour lot GO et peinture

LOT GROS OEUVRE :

Fourniture et mise en œuvres échafaudages conformes.

- compris passage bureau de contrôle pour conformité.
- compris convention de partage pour lot Charpente et peinture

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Maintenir les zones d'intervention indépendantes et séparées physiquement tout en intégrant la courbe de chute.

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Les engins de chantier doivent être à jour de leur Vérification Générale Périodique et sont équipés de

gyrophare et avertisseurs de recule.

Les conducteurs sont formés à leur utilisation et apte médicalement à la conduite de l'engins utilisés. Ils disposent d'une autorisation de conduite adaptée, remise par l'employeur et tenue à disposition sur demande sur le chantier.

Lors de l'utilisation de nacelles, le port du harnais de sécurité est obligatoire dès lors que les dispositions sont prévues par le fabricant (consignes dans le carnet d'utilisation, affichage du port de harnais sur la machine ou dans le panier, présence de point d'ancrage identifiés). L'opérateur utilisant la nacelle est apte médicalement aux travaux en hauteur et dispose d'une formation à l'utilisation du harnais. Il est accompagné d'une seconde personne, au sol, disposant des mêmes autorisations et formations.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment.

Le lot Gros Oeuvre, en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, a à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance de cette protection.

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Chaque entreprise a à sa charge l'enlèvement de ses propres déchets.

Les bidons et contenant de produits dangereux ou d'huiles seront stockés sur bacs de rétention avant leur enlèvement.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Chaque entreprise est responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - L'AIPR est l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux. C'est la preuve que les entreprises se sont assurées des compétences et des connaissances de ses salariés intervenant dans la préparation ou l'exécution de travaux à proximité des réseaux (aériens ou enterrés).
Depuis le 1er janvier 2018, sont concernés par l'AIPR :
 - Tout opérateur intervenant directement dans les travaux à proximité des réseaux aériens ou enterrés, soit en tant qu'opérateur d'engin, soit dans le cadre de travaux urgents ;
 - Au minimum 1 personne de l'encadrement par chantierPar ailleurs, la Maîtrise d'Ouvrage doit établir au préalable une Déclaration de travaux (DT) auprès des différents concessionnaires afin d'établir la présence ou non de réseaux sensibles ou non dans la zone concernée par les travaux. Les exploitants doivent répondre sous :
 - 9 jours en cas de demande faite de manière dématérialisée
 - 15 jours en cas de demande écrite.La DT est répertoriée via un numéro de dossier à transmettre aux entreprises. Les plans issus de la DT sont joints au dossier DCE.
Les entreprises, à travers le numéro de DT, réalisent leur demande de DICT (Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux) auprès des différents concessionnaires. Les exploitants doivent alors répondre :
 - Sous 7 jours en cas de demande dématérialisée
 - Sous 9 jours en cas de demande écriteEn l'absence de réponse des exploitants, une relance par courrier A/R doit être réalisée. Les exploitants ont alors 2 jours pour répondre.
Si l'exploitant devait à nouveau ne pas apporter de réponse, il convient de distinguer 2 cas de figure :
 - La demande concerne des réseaux dits « non sensibles » ==> Les travaux peuvent alors démarrer
 - La demande concerne des réseaux dits « sensibles » ==> Le démarrage des travaux est formellement interdit.L'entreprise devra référer de la situation au Maître d'Ouvrage. Tous les coûts liés au retard imputable à cette situation sont à la charge de l'exploitant fautif.

Dès réception des plans de repérages des réseaux émis par les différents concessionnaires, il est nécessaire de procéder à un repérage des réseaux. En cas d'incertitude liée à la classe de précision, des investigations de repérages sont nécessaires. Dans le cas de réseaux dont la classe de précision est B ou C, ces investigations sont à la charge du concessionnaire.

Ce repérage doit être maintenu pendant toute la durée des travaux.

En l'absence de réponse concernant les réseaux sensibles, les travaux ne peuvent pas démarrer.

Dans le cas où le DCE est bouclé plus de 3 mois après la demande de DT par la Maîtrise d'Ouvrage, une nouvelle demande doit être établie. Les DICT sont renouvelables tous les 3 mois.

- Demandes d'arrêtés - Chaque entreprise réalise les demandes d'arrêtés nécessaires à la bonne

réalisation de ses travaux auprès des services compétents de la Commune, du Département ou de la Région dont dépendent les voies empruntées.

- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

La réglementation anti-endommagement (AIPR) concerne autant les travaux en zone publiques que privées.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Présence de l'établissement scolaire à proximité directe de l'opération.

Les interventions pouvant générer des interférences se feront pendant les vacances scolaires.

A chaque fin de période de travaux, une vigilance accrue devra être portée par la MOE et les entreprises intervenantes afin d'assurer une complète sécurité, indépendance, ... de la zone de chantier vis à vis du public (élèves, personnels, ...)

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Il n'y a pas de chantier à proximité de la zone de travaux du présent projet.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage

les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail. (extrait document INRS).

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient

réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se référer au document INRS ED6030 et notamment aux pages 11 à 14 définissant l'ensemble des démarches et comportant aussi un exemple de permis de feu.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

6.7. Cas particulier

Sans objet

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Prise en charge de la victime par une personne formée SST, qu'elle soit de la même entreprise que la victime ou non.

Appel des secours depuis un téléphone portable (112). Ne pas raccrocher tant que l'opérateur au téléphone ne vous a pas dit de le faire.

La Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Oeuvre et le CSPS doivent être informés de la situation au plus vite (mais pas au détriment de la prise en charge et de la sécurisation de la situation).

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

Sans objet

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



18 ou 112

et dites :

1.ICI CHANTIER : 33_ST GENES LOMBAUD_B.COMMUN.

Adresse : 210 ROUTE DE L ECOLE 33670 ST GENES DE LOMBAUD

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

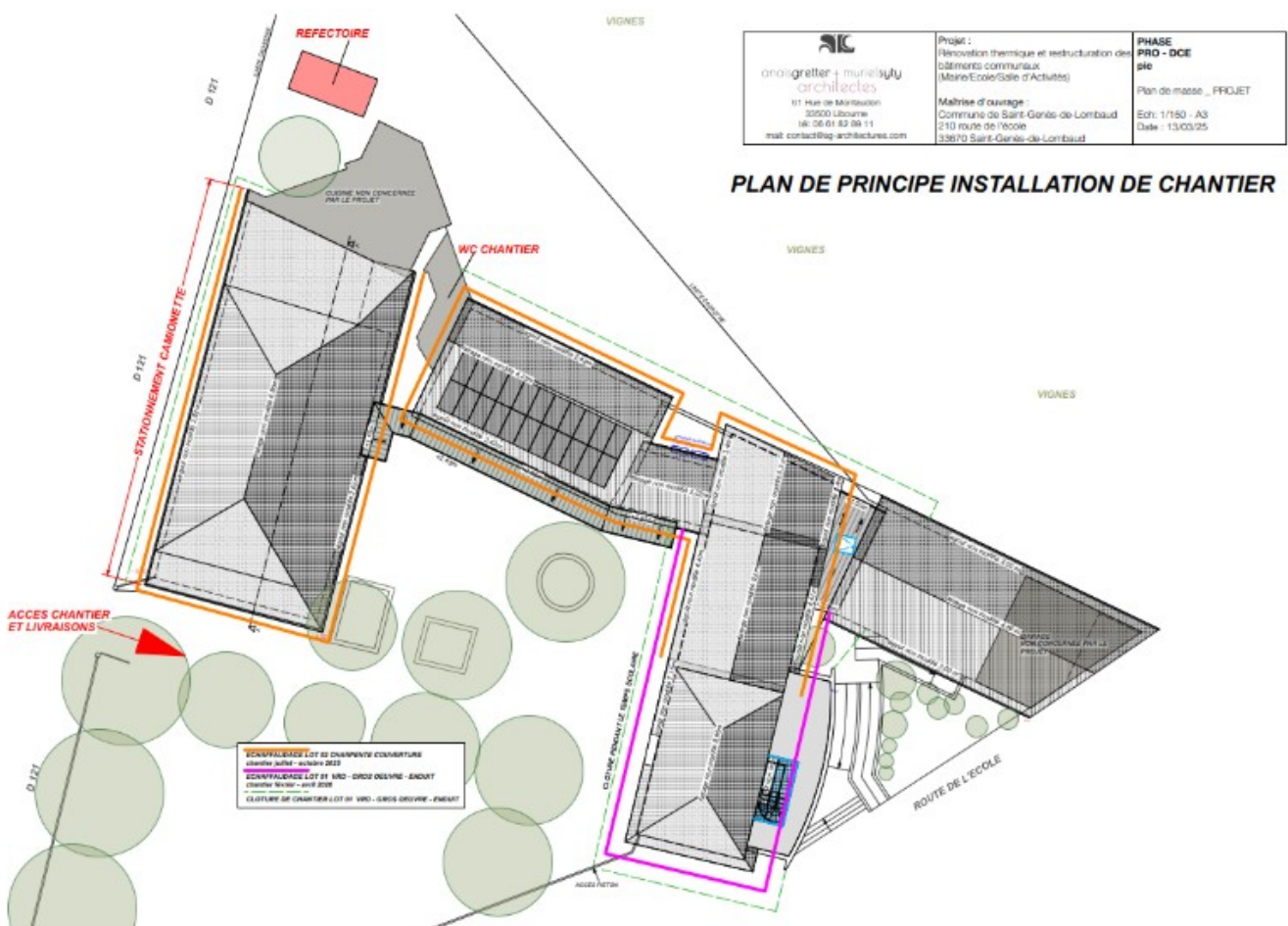
Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

Projet de plan d'installation provisoire de chantier



Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_METAH
- Annexe_SCALP